

Cinq ans déjà!

Rappelons les faits. En 1976-77, un large débat public se développe à Genève à propos d'internements et de traitements "abusifs" à la Clinique psychiatrique de Bel-Air. En effet, depuis des années, de nombreuses plaintes s'étaient heurtées à l'inertie des autorités compétentes.

En 1977, deux médecins de ladite clinique protestent officiellement contre les abus et les sévices dont ils sont témoins. Le Conseil d'Etat prend le parti de la direction de la clinique et les deux médecins sont remerciés. Après son renvoi, l'un d'eux, le Dr Barthold Bierens de Haan publie le "Dictionnaire critique de psychiatrie" et fonde l'ADUPSY (Association pour les droits des Usagers de la psychiatrie) qui rassemble un grand nombre de témoignages et constitue une permanence hebdomadaire.

Au début de l'été 1980, le scandale éclate. Un jeune homme de 27 ans, membre du comité de l'ADUPSY, entré volontairement à Bel-Air, se retrouve dans une cellule d'isolement. Il est soumis de force, par injections massives, à une cure de sommeil. Il meurt le 29 juin 1980. Cette fois, l'ADUPSY ne peut plus être considérée par les autorités comme un groupuscule d'agitateurs. Une enquête officielle ne peut être évitée. Le rapport de la commission d'enquête est rendu public en septembre 1981. C'est de la dynamite! Il comporte 46 pages dont voici quelques extraits: "Nous avons acquis la certitude que la violence y est présente, particulièrement dans les services de gériatrie et de déficience mentale... Elle revêt plusieurs formes, allant de la violence psychologique (menace d'isolement, privation de certains avantages) à la brutalité (brusquerie, coups) et même des cas de relations sexuelles entre soignants et patientes. En présence de ces actes inadmissibles joue la règle du silence qui est imposée à ceux qui voudraient protester."

Le professeur, René Tissot, directeur, reconnaît tenir à sa disposition du "matériel humain" dans le but de tester des médicaments dont les effets secondaires sont souvent tellement pénibles et douloureux qu'ils peuvent être qualifiés de torture pure et simple. Le Dr René Tissot est destitué de ses fonctions.

Le 29 juin prochain, cinq ans se seront écoulés depuis la mort d'Alain. L'enquête n'est pas encore terminée. En début 1984, le procureur général aurait classé le dossier si les parents d'Alain ne s'y étaient opposés.

Comment la situation des institutions psychiatriques genevoises a-t-elle pu se dégrader de la sorte et durant tant d'années? Plusieurs questions se posent. Veut-on temporiser afin de donner à l'opinion publique le temps de se calmer? Espère-t-on noyer le poisson? Le dossier d'Alain serait-il voué aux oubliettes? Bref, de qui se moque-t-on?

Martine Boimond

M. Boimond

10 juin 1985